

Politique agricole et tourisme rural

Autor(en): **ar**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **85 (1997)**

Heft 1403

PDF erstellt am: **24.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-281165>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

POLITIQUE AGRICOLE ET TOURISME RURAL

«Malgré les paiements directs, le revenu des paysans a diminué de plus de 30% depuis 1989. Aujourd'hui, leur revenu journalier n'atteint pas Fr 100.- et ne couvre plus les frais courants de la majorité des familles paysannes. Elles économisent, se serrent la ceinture, vivent sur les réserves pour autant qu'elles existent, certaines ont recours à l'emprunt pour tenir le coup...» Le discours tenu lors de la manifestation paysanne du 23 octobre 1996, à Berne, par Mathilde Jolidon reflétait les inquiétudes de la coordination des paysannes romandes et, plus largement, d'une bonne partie du monde agricole helvétique.

Vice-présidente de l'Union des paysannes suisses, ancienne présidente des paysannes jurassiennes, conseillère communale pendant quatre ans et douze ans députée au parlement cantonal jurassien, Mathilde Jolidon a toujours intégré des engagements politiques et associatifs à ses longues journées de travail à la ferme, entre ménage et enfants, soins au bétail et travaux des foins. Ses deux fils ont repris l'exploitation dont elle s'occupait avec son mari, mais elle se charge encore d'en tenir la comptabilité, car ses belles-filles travaillent à l'extérieur, de même que sa fille: «Aujourd'hui, cette situation est fréquente. Les revenus de chacun sont précieux et les jeunes femmes ont tout intérêt à garder un emploi à temps partiel aussi longtemps que possible. Les contraintes financières créent cependant une surcharge de travail et un appauvrissement de la vie sociale et culturelle de nos régions.»

Libres de leurs choix politiques

L'Union des paysannes suisses existe depuis 65 ans et compte plus de 70 000 membres réparties par organisations cantonales. Des commissions de la centrale prennent en charge, avec l'Union des paysannes catholiques suisses, les formations professionnelles de ménagère rurale et de paysanne diplômée et traitent de thèmes liés à la politique et aux

affaires sociales. Avec d'inévitables grincements de rouages, dus aux différences de tempérament entre régions linguistiques et à l'ampleur de la structure: «Les Alémaniques se montrent parfois trop discrètes, à l'heure où il faut agir pour que les familles paysannes obtiennent un revenu plus décent, estime Mathilde Jolidon. Le grand nombre d'organisations disperse également nos forces... mais chacune doit pouvoir rester libre de ses choix politiques.»

Renforcer les contacts entre agriculteurs

et citoyens

Vache folle, diminution de la valeur de la production agricole de 2 milliards de francs entre 1989 et 1995 - non répercutée sur les prix à la consommation mais au bénéfice des intermédiaires, concurrence internationale, baisse du prix du lait, hausse des charges, crise du tourisme, cadre strict des conditions liées à l'obtention des paiements directs, revendication de mesures de protection sociale des familles dans le cadre du deuxième volet de la réforme «Politique agricole 2002»... Rien de bucolique, et pour cause, dans l'énumération des préoccupations de l'UPS, même si sa vice-présidente est aussi représentante du groupe de travail «Brunch à la ferme», qui organise depuis six ans l'accueil de nombreux visiteurs à l'occasion de la Fête nationale.



C'est pourtant bien dans cette direction-là, outre le cadre de l'action politique, que Mathilde Jolidon entrevoit des solutions pour l'avenir: «Le renforcement des contacts entre agriculteurs et citoyens entre dans nos priorités. Le succès de prestations telles qu'«Aventure sur la paille» démontre un potentiel favorable à l'ouverture de gîtes ruraux, encore peu nombreux. Développer le tourisme rural demande des efforts de mise en valeur du patrimoine et de la qualité des produits régionaux destinés à la vente directe, ainsi que d'encourager la renaissance actuelle des expositions-ventes d'artisanat local et de produits typiques. Mais si l'on prend plaisir à pratiquer l'accueil, je crois à une source possible de revenus. Elle stimulerait notamment les jeunes et mettrait un frein à la perte d'identité qui menace nos régions.»

L'AGRI-TOURISME PREND «LA CLÉ DES CHAMPS»

«Prenez votre sac de couchage et venez vivre l'aventure!» L'appel de l'association «Aventure sur la paille», née voici 3 ans dans le Jura, est entendu par un nombre croissant de citoyens assoiffés de nature. En 1996, 289 familles helvétiques d'agriculteurs actifs, dûment signataires d'une charte de qualité, ont ajouté «La clé des champs» à leurs prestations. Une première vague de 50 familles, dont 18 romandes, pratiquant généralement déjà l'accueil à la ferme, ont suivi la formation de trois jours requise pour s'intégrer à cette nouvelle activité de découverte de la nature, créée en 1995 par le Service romand de vulgarisation agricole, basé à Lausanne. Rencontre avec sa coordinatrice.

Myriam Charollais, 26 ans, diplômée de l'EPFL en génie rural et formée «nature», a une vision claire de son statut de conseillère agricole: «Ma préoccupation est de permettre que les mesures politiques de protection de la nature et le rôle désormais reconnu à l'agriculture de maintien d'un environnement de qualité soient vécus positivement par les paysans plutôt que comme un empêchement de produire ou une mode écologique. Ce mouvement, dynamique et durable, ne doit pas être assimilé à un retour vers le paysage dit traditionnel.»

A CHACUN-E SON STYLE

Est-ce que ça marche?: «Entre le premier et le troisième jour de formation, l'attitude sceptique, notamment de la minorité d'hommes attirés par le domaine féminin de l'agritourisme, fait souvent place à l'enthousiasme de la découverte. Car savoir utiliser le milieu naturel n'implique pas la connaissance infuse de son fonctionnement: on comprend vite les nécessités d'une eau de qualité, qui fait partie d'un